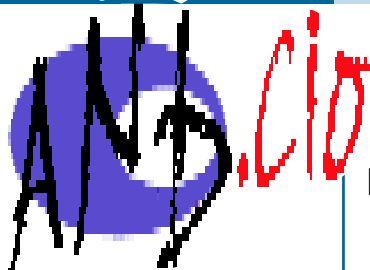




La lettre des directeurs de CIO



— Édito —

Le temps de la prise de conscience

SOMMAIRE

<i>Edito</i>	<i>p 1</i>
<i>Soutien à l'action du SNPDEN</i>	<i>p 2</i>
<i>Intervention de Denis Petruzzella à la table ronde</i>	<i>p 3</i>
<i>Intervention de Dominique Lagaude à la 2e table ronde</i>	<i>p 4</i>
<i>Synthèse des interventions des autres participants</i>	<i>p 6</i>
<i>Bulletin d'adhésion</i>	<i>p10</i>

La journée du 23 octobre fut très dense, riche d'apports et d'échanges. Elle constitua l'ébauche du véritable forum dont notre profession a besoin. Elle fut enfin porteuse de perspectives d'évolution, de reconstruction pour les CIO et leurs personnels.

Bien entendu, les présents s'en seront rendu compte, nous n'y avons entendu aucun Père Noël nous promettre la fin miraculeuse de nos difficultés, sans changement ni amélioration de nos missions, de nos statuts, de nos pratiques et, cela n'est pas le moins intéressant, de nos moyens...

Le plus frappant fut, sans doute, de constater l'é-

cart considérable entre l'image que nous avons de notre fonction dans l'institution scolaire, et celle qu'ont exprimée nos différents invités. Si les hauts responsables administratifs et les représentants des partis politiques ont communiqué une vision mesurée, plutôt positive et constructive de nos services, les représentants des partenaires et usagers nous ont parfois étonnés par le retour qu'ils ont fait de l'image qu'ont leurs adhérents des personnels d'orientation, de leur fonction voire de leur utilité. Cette prise de conscience aura été, pour certains, assez douloureuse. Autant d'enseignements qui doivent nous inciter à remettre notre ouvrage cent fois sur le métier.

Il ne suffit pas de penser rendre un service de qualité pour que cela apparaisse à ceux avec qui nous travaillons. Sans populisme aucun, il semble évident qu'il faudra faire de nos partenaires et de nos usagers de véritables acteurs de notre réflexion prospective et technique. Le temps où les experts ne rendaient de comptes à personne est définitivement révolu !

Certains d'entre nous peuvent penser que les groupes de travail qui fonctionnent au niveau interministériel et au sein même du ministère de l'Éducation, verront, une fois encore, leurs recommandations sombrer avec la fin de cette législature, sans avoir de conséquences sur notre quotidien.

Ce n'est pas l'avis de M Pierre Lunel, délégué interministériel à l'Orientation, qui nous a affirmé que, bien au contraire, la période préélectorale était une véritable chance pour placer la réflexion sur l'amélioration de l'orientation et des services qui y contribuent au cœur de la campagne électorale. J'ai envie de dire « chiche » ! Ne laissons pas mourir à petit feu notre savoir-faire, notre qualification, et l'espoir de contribuer à une nouvelle étape de la démocratisation de l'École.

L'ANDCIO n'est pas, elle-même, exempte de problèmes d'image, finalement assez proches de ceux restitués par nos invités à propos des services d'orientation :

Lors d'une rencontre avec des collègues de l'association académique

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

L'ANDCIO une association pour tous les Directeurs et Directrices

Visitez son site internet
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

de Bordeaux, des inquiétudes se sont exprimées : Pourquoi l'ANDCIO demande-t-elle la suppression des petits CIO ? L'ANDCIO n'est-elle pas un lobby pour défendre des intérêts corporatistes ? (La contradiction évidente entre ces deux questions ne semblait nullement perçue par nos collègues.)

Nous avons écrit, notamment lors de notre analyse du rapport de l'Inspection Générale sur le fonctionnement des services d'orientation (lettre 21) que « nous nous différencions des conclusions des IG sur la question de la restructuration du réseau des CIO » A condi-

tion d'arriver à définir des territoires cohérents rapprochant bassins d'emploi et bassins de formation, « il nous paraît possible de repenser l'organisation des CIO, sans faire de la diminution de leur nombre un objectif, mais en organisant, au plus près des besoins et des territoires des CIO rénovés... »

Ce qui ne constitue pas, à l'évidence, un appel à la fermeture des petits CIO, la cohérence territoriale étant différente dans les zones rurales et les grands centres urbains, par exemple... Quant à la question du lobby corporatiste, j'invite tous ceux qui pensent que telle est la véritable nature de l'ANDCIO, à

lire nos lettres, à venir en discuter au sein des associations académiques. C'est dans la rencontre, la confrontation des opinions différentes qu'il est peut-être possible de faire évoluer, à terme certaines représentations individuelles qui me paraissent tout autant caricaturer notre réflexion que certains médias caricaturent nos professions.

Denis PETRUZZELLA



SOUTIEN A L'ACTION DU SNPDEN

Le dimanche 26 novembre 2006, les personnels de direction de l'Éducation Nationale ont défilé dans la rue, à Paris, à l'appel du SNPDEN.

« Un EPLE à la place et aux missions reconnues dans un service d'éducation de qualité pour tous . »

Ils demandent à l'État plus de cohérence, un enseignement de qualité pour tous, des moyens pour leurs missions, des responsabilités clarifiées, de la confiance, des personnels qualifiés plus nombreux et non précaires (dont des personnels d'orientation), un pôle administratif renforcé, des équipes de direction complètes, les personnels de direction réclament également la reconnaissance de leur temps de travail, des outils informatiques au service des établissements, la revalorisation financière pour tous les adjoints et pour les chefs de petits établissements.

L'ANDCIO déclare son entière solidarité avec le combat des personnels de direction, pour leur reconnaissance, l'amélioration de leur situation et de leurs relations avec les autorités hiérarchiques.

Nous constatons, au quotidien l'importance de leur rôle et de leur implication qui permet aux établissements de poursuivre leurs missions dans des conditions de plus en plus difficiles.

Par delà nos histoires respectives et nos spécificités, nous partageons les mêmes grands objectifs, les mêmes convictions, les mêmes ambitions pour l'École.

Nous incitons nos adhérents à se rapprocher des responsables académiques du SNPDEN afin de leur apporter notre soutien et notre solidarité.

Denis PETRUZZELLA

LES CIO, LEURS PARTENAIRES, LEURS USAGERS : COMMENT MIEUX INTÉGRER LEURS ATTENTES, DANS NOS PROJETS, NOS PRATIQUES ?

Résumé de l'intervention de Denis PETRUZZELLA lors de la 1^e table ronde

Les Centres d'information et d'orientation du Ministère de l'Éducation Nationale sont fréquemment l'objet de critiques virulentes.

Lorsqu'on examine leur situation, leur place originale dans le système éducatif, jouant le rôle d'interface entre l'École et la sphère de l'insertion, le monde du travail, on est frappé par l'absence d'une organisation institutionnelle qui permette la participation de nos partenaires, de nos usagers, à la vie de nos centres, à la construction de nos projets, à la gestion de nos moyens, aux décisions concernant l'adaptation que nous réalisons de la politique nationale et académique dans les districts, les bassins.

Faut-il y voir l'une des raisons majeures de cette méconnaissance, de ce discrédit en grande partie injustifié ?

A leur création, les « centres publics d'orientation professionnelle », ancêtres des CIO, sont dotés par arrêté de « conseils de perfectionnement »

Mais, force est de constater qu'un petit nombre de centres ont mis en œuvre ces conseils, puis les ont progressivement abandonnés, sans doute à cause de leur lourdeur, de leur composition inadaptée.

Ce texte, jamais abrogé, ne permet pas de mettre en œuvre une concertation réaliste et fonctionnelle au sein des CIO. Depuis une dizaine d'années, essayant de promouvoir des réformes pragmatiques, fonc-

tionnelles et peu coûteuses en moyens législatifs, nous avons proposé d'améliorer l'autonomie, la légitimité, la légalité du fonctionnement des CIO.

On attend généralement des CIO qu'ils soient de véritables acteurs dans leur district, le bassin de formation.

Être acteur implique que l'on dispose d'une certaine autonomie, bien évidemment limitée. Cette autonomie s'inscrit toujours dans un cadre réglementaire (et hiérarchique, s'agissant des organismes publics.) Elle constitue l'espace de liberté dont dispose l'institution, en l'occurrence le CIO, à l'intérieur de ce cadre.

La légitimité des choix effectués par un CIO ne devrait pas être déterminée par les seuls personnels de l'institution. Tous les autres organismes dotés d'une certaine autonomie possèdent toujours un organe délibérant, dans lequel sont représentés les personnels, les usagers, les partenaires, les collectivités. C'est cette instance qui confère une légitimité aux décisions prises et dont l'exécutif de l'institution (le directeur de CIO) veille à la mise en œuvre. A noter qu'il n'est pas nécessaire de disposer de la personnalité juridique pour qu'une telle instance soit mise en place.

Première conclusion : notre fonctionnement actuel sans être illégal, se prive de l'assise que confère la légitimité de choix, de décisions, de projets partagés, validés par une instance participative.

Deuxième conclusion : nous avons collectivement une part de responsabilité dans ce déficit de concertation, de légitimité. Rien, ne nous empêche réellement de tenter de mettre en œuvre cette participation.

L'expérience montre que l'instance ne suffit pas, l'essentiel étant la réalisation d'une véritable synergie entre les participants, qui s'approprient alors la problématique, les difficultés et nous aident, parfois très concrètement à dépasser nos limites : on constate, dans un conseil de centre qui fonctionne véritablement une *émergence* d'apports, de liens de compréhensions nouveaux, le tout étant, dans ce cas, supérieur à la somme des parties.

Troisième conclusion : l'instance participative doit permettre une authentique participation.

En conclusion générale, tout cela serait évidemment bien plus facile à faire si les plus hautes autorités daignaient clarifier nos missions, rajeunir les textes qui nous régissent, prenaient les décisions administratives nécessaires au renforcement statutaires des CIO, donnaient aux directeurs un statut qui les incite à mieux exercer leur rôle, reconnaissent le rôle et la place des CIO, la qualification de psychologue et la compétence des COP en leur attribuant un statut véritablement égal à celui des autres personnels équivalents du second degré, reconnaissent les compétences particulières des personnels administratifs exerçant en CIO.

Constat – Analyse – Propositions

Quelques points sur les valeurs et les perspectives

Les valeurs

- 1 Le conseil en orientation est la mission essentielle du CIO.
 - il est centré sur la personne et tient compte des besoins de celle-ci
 - il s'inscrit dans son environnement social et économique
 - il participe à une démarche éducative
- 2 L'information – le conseil en orientation – l'insertion sont trois éléments indissociables qui fondent l'élaboration d'un projet personnel, de formation et professionnel.
- 3 Les outils de la psychologie sont indispensables à l'aide à l'élaboration d'un conseil en orientation de qualité.
Celui-ci est devenu important dans un monde complexe où les informations sont nombreuses mais parfois trompeuses, où les personnes ont un fort désir de réalisation personnelle.

Les missions

Elles doivent être définies par le Ministère de l'Education nationale dans le cadre d'un service public et gratuit à destination de toute personne, tout au long de la vie.

Elles sont déclinées au niveau académique afin de tenir compte des spécificités régionales (la Corse n'est pas la Lorraine) et enfin adaptées au niveau d'un bassin après consultation du Conseil de Centre du CIO.

Le CIO doit donc s'adresser à tout public ayant besoin de construire un projet d'orientation nécessitant un conseil en orientation.

Naturellement les publics scolaires et les étudiants sont les premiers concernés par cette problématique.

Son action au sein des établissements scolaires est indispensable (c'est là où sont d'abord les élèves et les équipes éducatives).

Les propositions

Au préalable je souhaiterais souligner la qualité professionnelle des personnels des services d'orientation.

Ils apparaissent actuellement comme les « boucs émissaires » des difficultés liées à l'insertion professionnelle des jeunes ... et donc des difficultés supposées de l'orientation.

L'orientation en France repose beaucoup sur les résultats scolaires et fonctionne souvent comme un tri sélectif.

Le poids des examens dans notre pays laisse peu d'« espace temps » nécessaire à un véritable travail éducatif permettant d'élaborer un projet personnel d'orientation.

Sans nous dédouaner de nos propres responsabilités il nous semble un peu court d'accuser les services d'orientation de toutes les difficultés d'un système social rencontrant des problèmes pour intégrer sa jeunesse.

Plusieurs rapports ont été produits récemment :

- ✓ Rapport de la Députée Mme THARIN
- ✓ Rapport de l'IGEN-IGAENR
- ✓ Rapport HETZEL

Ces rapports ont le mérite d'exister et de mettre en lumière l'importance de la dimension orientation souvent négligée voire ignorée ces dernières années.

Hormis le rapport de l'Inspection Générale ils portent un jugement sur le fonctionnement des CIO et de leur personnel sans les avoir réellement audités.

Encore une fois loin de moi l'idée que tout va bien.

L'abandon des CIO par les autorités de tutelle ministérielle peut aussi expliquer en partie les difficultés rencontrées par les CIO.

L'ANDCIO a, depuis quelques années, élaboré des propositions qui peuvent permettre d'améliorer de façon visible le fonctionnement de l'orientation.

Elles touchent bien sûr l'organisation du CIO mais aussi l'organisation du système éducatif.

Que souhaitons-nous ?

Un système éducatif

- plus ouvert sur la connaissance de l'environnement socio-économique
- plus centré sur les apprentissages et moins sur l'évaluation sommative
- prévoyant des plages horaires permettant aux élèves de préparer leur projet aussi bien en collège qu'en lycée
- permettant aux élèves de choisir positivement une voie de formation
- qui forme les acteurs de l'orientation et en particulier les enseignants.

Un CIO

- au statut rénové lui permettant d'être un acteur reconnu institutionnellement sur son territoire.
- au budget clarifié et pris en charge par la Région pour ce qui est du fonctionnement et de l'investissement, les personnels restant sous statut Education Nationale (c'est la Région qui a en charge le PRDF – Plan Régional de Développement des Formations).
- doté d'un conseil de centre lui permettant d'être en phase avec les attentes des usagers et des partenaires
- positionné clairement comme acteur du bassin aux côtés des chefs d'établissement
- doté d'un personnel suffisant lui permettant de réaliser les missions qui lui sont confiées.

Ces propositions sont réalistes et peuvent être mises en oeuvre sans grand bouleversement.

Dominique LAGAUDE

SYNTHESE DES INTERVENTIONS LORS DE LA JOURNEE DU 23/10/2006 A PARIS

Après la synthèse des positions de l'ANDCIO présentée par Dominique LAGAUDE lors de la 2^e table ronde ainsi que le résumé de l'intervention de Denis PETRUZZELLA lors de la 1^e table ronde, voici un résumé des interventions des autres participants.

I. Introduction des travaux de la journée par M. LUNEL, délégué interministériel à l'orientation et M. CHAUVET, chef du bureau orientation à la DEGESCO
--

1. M. LUNEL

Après présentation de son parcours, il définit l'objectif demandé par le gouvernement : réaliser un schéma national directeur de l'orientation en s'appuyant sur différents rapports et en concertation avec divers partenaires.

Son équipe est formée de 15 personnes : 10 personnes issues de l'Education nationale (exemple : IA, ONISEP, administrateurs, universitaires...), 3 du monde du travail (exemple : ANPE), 1 de la Jeunesse et des Sports, 1 de l'Agriculture.

Axes de travail :

- a) – Mise en synergie des services publics : Education nationale, Emploi.
 - Mise en synergie de l'Etat et des Régions (en complémentarité).
 - Mise en synergie avec les entreprises et les chambres consulaires.
- b) Orientation continue et graduée du collège au doctorat : mobilisation des enseignants concernés.
- c) Travail sur la liaison formation-échec et insertion en universités.
- d) Les grandes exclusions (quartiers et zones difficiles).
- e) L'évaluation des formations (sujet qui fâche) avec différents indicateurs par rapport aux usagers, à l'insertion professionnelle.

M. LUNEL a d'abord eu une image négative des services, des COP, mais après des rencontres avec des personnels, cette image est devenue plus positive. Conclusion : besoin de s'appuyer sur les services de façon contractuelle et affirmation de notre place dans le schéma directeur national en améliorant les services et en insistant sur le fait qu'être psychologue va de soi (c'est un plus).

2. M. CHAUVET

Rappel de la mise en place du bureau de l'orientation au Ministère qui doit permettre un réel pilotage de l'orientation et l'animation des services (amélioration de l'organisation des structures, des missions, de la formation des personnels). Rappel du contexte (les différents rapports, la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programmation sur l'avenir de l'école).

Deux dossiers d'actualité :

- Le schéma régional d'orientation (expérimenté actuellement dans six académies) en insistant sur deux axes :
 - articulation lycée-enseignement supérieur,
 - amélioration de l'affectation post-bac.

- La nécessité de clarifier nos missions : un groupe de travail sur les missions d'information, d'aide à l'orientation et de l'insertion a été constitué (SAIO, CIO, DCIO, COP, ACOPF, INETOP...). Mais pas de changement prévu des statuts des personnels. Des évolutions positives sont envisageables en s'appuyant sur des constats faits à partir de BILAC 2004/2005 :
 - implication accrue dans les forums,
 - plus de concertation avec les équipes éducatives (+ 11 %),
 - augmentation des relations partenariales (+ 12,5 %, et qui peuvent aller jusqu'à 25 % avec les collectivités territoriales),
 - travail auprès des adultes (bilans, VAE...),
 - travail auprès des jeunes sans solution,
 - développement du rôle d'observatoire des CIO qui est perçu comme élément moteur dans la voie économique locale (synthèse avec le milieu extérieur).

II. Première table ronde : "les CIO, leurs partenaires et leurs usagers"

Les interventions s'articulent en deux temps : critiques positives ou négatives et propositions.

- **Mme PADRO représentant la FCPE**

- Méconnaissance du rôle des COP, jugés trop psychologues, chargés de remplir les sections de l'Education nationale, ne donnant pas assez de conseils en liaison avec une écoute réelle des parents et des élèves sur leurs intérêts, leurs motivations. Méconnaissance aussi des évolutions des secteurs économiques, des métiers.
- Nécessité de développer un travail en amont avec les parents et les élèves, en partenariat, pour la construction du projet de leurs enfants. La formation de psychologue doit aider à la démarche de conseil, mais ne pas aller jusqu'à un acte psychologique.

- **Mme TAPIERO représentant la PEEP**

- Même constat que pour la FCPE : méconnaissance de notre rôle, notre peu d'utilité par rapport au projet des jeunes. L'Education nationale méconnaît aussi le contexte socio-économique.
- - ♦ Parler de ce qu'on trouve dans un CIO.
 - ♦ L'EAO doit faire partie intégrante du projet des établissements et se remplir de sens, inciter, dès la 4^{ème}, les élèves à exprimer leurs "désirs d'avenir".
 - ♦ Tenir compte des débouchés, de la dimension européenne, de la VAE.

- **Mlle BINET représentant l'UNEF**

- L'orientation est perçue comme un temps de sélection, alors qu'elle devrait être celui de l'émancipation. Craintes d'un renforcement de la sélection sociale avec par exemple la préinscription en université. Inquiétude face à la baisse des postes de COP ouverts au concours. Le droit à l'erreur n'est plus admis (rentabilisation du système).
- Proposition d'un "cahier de l'orientation" qui suivrait le jeune d'une année sur l'autre avec obligation d'un entretien annuel, et un temps scolaire d'orientation obligatoire. Renforcer l'information des élèves (plusieurs modalités évoquées). Concentrer les efforts sur l'université (orientation progressive), passerelles à développer, ramener toutes les formations supérieures au sein de l'université;

- **Mlle LEONI représentant la FIDEL**

- Question sur ce que sont les COP et leur utilité et sur la confusion par rapport à leurs différents lieux de travail.
- Reconnaissance de la nécessité d'être psychologue mais pas seulement ; les COP sont une "fenêtre ouverte" sur le monde. Mais regret du nombre insuffisant de COP et d'une présence insuffisante en établissement. L'urgence se situe à l'université où il faut donner l'envie de réussir.

- **Mme RABATE représentant le SNPDEN**

Expression d'un malaise des chefs d'établissement face au fonctionnement global de l'orientation (et pas seulement face à nos services).

Par rapport aux sorties sans qualification (150 000 environ par an), remédiation à élaborer en travaillant notamment sur la réussite éducative. Demande d'un rattachement plus important des COP aux établissements, et d'une articulation plus grande entre CIO et établissements. Insister sur une osmose plus affirmée entre formation initiale et continue.

Deux missions pour les COP :

- plutôt pédagogique par des entretiens individuels,
- plus spécialisée par rapport à l'apport d'information sur le monde socioéconomique.

- **M. DE JABRUN représentant l'UIMM**

Le monde industriel et celui de l'Education n'ont pas assez foi dans l'avenir, la capacité à transformer le système éducatif notamment.

- Du côté de l'Education nationale : ne pas se cantonner à l'aide aux élèves en difficulté, mais suivi de tous les jeunes à mettre en place. L'orientation n'est plus à l'ordre du jour en lycée et Université ; peu de relations avec le monde économique.
- Du côté du monde industriel, il y a actuellement 4 millions de salariés (soit 20% de la population active). Le tiers est à renouveler en 10 ans (60000 postes par an). Si ce mouvement n'est pas accompagné, l'ajustement sera « sauvage ». Rappel de l'importance de la formation continue avec la mise en place progressive du DIF.
- Attente de partenariats avec nos services (chartes) , de rencontres (83 conseillers « Jeunes-Industrie » dans les régions). Travail en collège (DP3H, DP6H) , en lycée (regret de la disparition des TPE en T^{ale}). Il faut mobiliser les enseignants. Les COP, « fenêtre sur le monde », devraient devenir E-COP avec 3 missions ou 3 profils complémentaires : orientation scolaire, celle professionnelle, psychologie pour les élèves en difficultés. Apprendre les valeurs du monde professionnel, en n'occultant pas les valeurs personnelles que portent en eux les jeunes.

III. Deuxième table ronde : «Quelles perspectives pour l'orientation au sein de l'Ecole, quelle contribution pour les Centres d'Information et d'Orientation ?»

1) Introduction par M.SENECAT, Inspecteur Général honoraire

Un rappel de l'histoire de l'orientation est fait à partir de 1922 (décret instituant l'utilisation de tests pour révéler les aptitudes des jeunes) jusqu'à maintenant.

Dans les années 1960, le conseiller d'orientation était un agent actif de la démocratisation de l'Ecole.

Le processus de sélection s'installe et l'enseignant est l'acteur majeur de l'orientation, le conseiller est un plus.

Début 1970 : bouleversement car changement dans le mode de décision, importance accrue de l'information et nouvelle structuration des services.

Actuellement la vraie difficulté réside dans le paradoxe vécu par les COP : gérer les flux et être l'artisan de l'EAO.

Idee : des CIO rénovés dans leurs missions sous l'autorité des régions avec des personnels ayant des statuts diversifiés.

2) M.GEOFFROY représentant l'UMP

L'échec de nombreux jeunes est lié à la méconnaissance des procédures de l'orientation. Une bonne orientation est fondée sur une bonne information n'arrivant pas trop tard, sinon impossibilité de faire marche arrière.

Nécessité d'une information progressive dès l'entrée en collège, pour faire un choix (et ceci plutôt par les enseignants).

Le COP a un rôle indispensable comme expert auprès des jeunes, des familles afin d'établir un dialogue ; il ne doit pas être vu comme un bouc-émissaire. Il est aussi expert auprès des enseignants et des chefs d'établissement. Il est incontournable mais non exclusif dans le domaine de l'orientation.

Référence au grand service public national d'orientation, animé par nos services. Il peut y avoir une territorialisation de certains éléments du processus d'orientation (région, département,...) La Fonction Publique Territoriale est l'oxygène de la Fonction Publique d'Etat, qui garde son rôle.

Insistance sur l'éducation aux choix tout au long de la vie.

Partenariat entre CIO et Missions Locales qui sont des structures différentes, mais le public suivi est le même à des moments différents.

3) M.MARRE représentant le PS

Qu'est-ce que l'orientation ? Un concept, un service, un praticien...

Ce concept couvre des situations très différentes (élève de SEGPA, élève de classe préparatoire !!).

Les DCIO ne sont pas des « chefs », il leur faut un statut ainsi que pour le CIO.

L'image des services, des personnels est peu claire auprès du public. Le COP focalise les difficultés et anomalies du système.

Il faut faire émerger un CIO de qualité, bien dirigé et avec des missions clarifiées.

L'orientation est le lieu de l'égalité des chances, des droits et n'est pas dissociable de la carte scolaire et du miroir de l'insertion. L'orientation est à faire tout au long de la vie.

Il faut réaffirmer la fonction du psychologue à l'école, au lycée, à relier avec de nouvelles techniques d'approche de l'information et de la décision.

L'autonomie est à voir dans un schéma national des CIO, mais la coordination des services pour une simplification est à faire à l'échelon territorial qui peut être la Région.

Pour M.ROUSSET, président de l'Association des Régions de France, il faut une approche réaliste, pragmatique et rationnelle de l'orientation.

Il n'y a pas de fonction publique monolithique et la fonction publique territoriale possède aussi son éthique.

Attention à l'émergence du secteur associatif et aux nombreux praticiens qui existent (ML, ANPE, CIO, CIBC, CRIJ,...).

Il ne faut pas faire de rapprochement entre orientation et recrutement. Notre métier principal : aider au choix les personnes les plus en difficultés.

3) Conclusion de M.SENECAT

D'abord il faut souligner votre courage et votre capacité d'écoute. La journée fut enrichissante avec des apports intéressants des différents intervenants.

Le matin a été le moment où fut évoquée une grande insatisfaction des usagers. Mais la société est dure et une tension pèse sur l'Ecole. La démocratisation génère de l'insatisfaction.

Mais soyons confiants ! Nous devons être dans une démarche de séduction et non dans l'affrontement.

Il faut que les politiques soient convaincus que les CIO et les COP sont à privilégier pour arriver aux résultats escomptés. La psychologie est importante, mais aussi l'orientation.

Il existe un contentieux sur les personnels : conditions de travail, fonction de « remplissage » des sections, mauvaise image auprès du Ministère, des recteurs, des SG,...

Le CIO est l'observatoire des inégalités dans les établissements.

Le Directeur de CIO a une image positive auprès du Ministère.



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2006 – 2007

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____
Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2006-2007 est de **45 € pour les actifs** et **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement au trésorier (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2006 au 30.09.2007. Les adhérents au titre de l'année scolaire 2005-2006 ainsi que les adhérents à jour de leur cotisation au 23 octobre 2006 pourront voter lors de l'Assemblée Générale qui se déroulera le lundi 23 octobre 2006 au lycée Montaigne à Paris.